



Envoyé en préfecture le 03/02/2026

Reçu en préfecture le 03/02/2026

Publié le 04/02/2026

ID : 040-264004292-20260202-260202H1962H1-DE



## CIAS PAYS TARUSATE

### Délibérations du Conseil d'Administration du 02 février 2026

L'an deux mille vingt-six le deux février à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du CIAS PAYS TARUSATE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du conseil - 1er étage, sous la présidence de .

**Date de la convocation** : lundi 02 février 2026

#### Présents :

Jean Didier BATBY, Sandrine BLAISUS, Danièle DINCLAUX, Hirondina DOS SANTOS, Cécile GARRIDO, Colette LAPEYRE, Geneviève MALET, Marie-Hélène PALLARES, Jean-Marie SAUBANERE, Evelyne COURROS, Sylvie DUFAU, Jacques DURAND, Jacques LARRIEU, Patricia LOUBERE, Patrick POSTIS, Michèle PROSPER, Nicolas SAUGNAC

#### Absents :

Christian BENESSE, Jean-Marie DOUTHE, Jean René HAUQUIN, Jean-Marc HAUQUIN, Bernard POCH, Véronique TOUYA, Thierry BIBES, Laurent CIVEL, Francine COUDROY, Sabine DEHEZ, Jean-Pierre POUSSARD

#### Pouvoirs :

Armandine BEAUGIER a donné pouvoir à Jean-Marie SAUBANERE, Marcel BOUTET a donné pouvoir à Danièle DINCLAUX, Muriel BERGES a donné pouvoir à Patricia LOUBERE, Sylvie DUBOURG-DAUGREILH a donné pouvoir à Colette LAPEYRE, Laurent NOLIBOIS a donné pouvoir à Nicolas SAUGNAC

Nombre de membres afférents	33
Nombre de membres en exercice	33
<b>Présents</b>	<b>17</b>
<b>Pouvoirs</b>	<b>5</b>
<b>Votants</b>	<b>22</b>

**N° 20260202-001**

**CIAS - RATTACHEMENT 2025 - OMBRIERES EHPAD DES 5 RIVIERES**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment en l'article L312-1,

**VU** la circulaire n°FCPE1602199C du 10 juin 2016, rappelant les nomenclatures budgétaires et comptables applicables aux collectivités locales et aux établissements publics locaux,

**VU** l'Arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable M. 22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,

**VU** le contrat d'achat d'électricité conclut entre le CIAS et EDF en date du 23-12-2025

Considérant que :

- Conformément aux grands principes budgétaires des finances publiques chaque budget doit retracer l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires à son exécution,

Madame la Vice-Présidente expose,

Depuis l'installation des ombrières photovoltaïques sur le parking de l'EHPAD des Cinq Rivières, le CIAS perçoit le bénéfice de la revente à EDF de l'électricité produite.

De même, le CIAS règle pour l'EHPAD des Cinq Rivières les factures d'injection de ENEDIS.

Il convient donc de reverser à l'EHPAD de Souprosse le reliquat des sommes perçues au titre de l'année 2025.

Ces sommes sont présentées comme suit :

EDF FACTURES REVENTE - ENEDIS FACTURES INJECTION			
2024/2025			
EDF REVENTE		ENEDIS INJECTION	
DATE	MONTANT	DATE	MONTANT
nov-24	2,76 €	nov-24	- €
déc-24	2,99 €	déc-24	- €
janv-25	14,50 €	janv-25	- €
févr-25	73,43 €	févr-25	0,43 €
mars-25	181,86 €	mars-25	0,14 €
avr-25	254,49 €	avr-25	
mai-25	615,32 €	mai-25	12,30 €
juin-25	255,87 €	juin-25	5,77 €
juil-25	248,39 €	juil-25	13,76 €
août-25	89,78 €	août-25	10,87 €
sept-25	106,70 €	sept-25	
oct-25	180,71 €	oct-25	
nov-25	44,08 €	nov-25	
déc-25	10,87 €	déc-25	
TOTAL	2 081,75 €	TOTAL	43,27 €
ECART		2 038,48 €	

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, ADOPTE A L'UNANIMITE,

**ARTICLE 1**  
A REMBOURSER cette somme à l'EHPAD des Cinq Rivières

**ARTICLE 2**  
A AUTORISER le Président à signer tout document à cet effet,

**ARTICLE 3 :**  
La présente délibération peut faire l'objet, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**ARTICLE 4 :**  
Monsieur le Président est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

**Vote :** Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Envoyé en préfecture le 03/02/2026

Reçu en préfecture le 03/02/2026

Publié le 04/02/2026

ID : 040-264004292-20260202-260202H1962H1-DE



Signé le 3 FEV. 2026

Patricia LOUBERE

La Vice Présidente du CIAS



« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.